



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service du Numérique (SNUM)**

**Hébergement de contenus audiovisuels sur Internet et réalisation de
prestations complémentaires, au profit du Secrétariat général du Ministère de
l'Économie, des Finances et de l'Industrie**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : LL-05-2024-Hébergement-GCV

Procédure de passation : appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1.	PREAMBULE - CONTEXTE	4
Article 2.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
Article 3.	OBJET DU MARCHÉ.....	4
Article 4.	PERIMETRE DU MARCHÉ.....	4
Article 5.	PROCEDURE DE PASSATION.....	4
Article 6.	FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
Article 7.	DUREE DU MARCHÉ.....	5
7.1	Cadre général	5
7.2	Reconduction du marché	5
Article 8.	LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
Article 9.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 10.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
10.1	Représentation des parties	6
10.2	Conditions d'exécution	7
10.3	Obligations et responsabilité du titulaire	9
10.4	Responsabilité du titulaire	12
10.5	Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire	12
10.6	Clauses environnementales	14
10.7	Modifications contractuelles en cours d'exécution et ajout de prestations similaires ou non analogues	14
10.8	Constatation de l'exécution des prestations	16
10.9	Modalités de règlement	19
10.10	Garantie	20
10.11	Pénalités	20
Article 11.	REVERSIBILITE	23
Article 12.	REGIME FINANCIER.....	24
12.1	Forme et contenu des prix	24
12.2	Variation des prix	24
12.3	Modalités financières	25
Article 13.	CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	28
13.1	Garantie et cautionnement	28
13.2	Avances	28
13.3	Acomptes	28
13.4	Cession et nantissement	28
Article 14.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	29
14.1	Régime des droits de propriété intellectuelle	29
14.2	Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures	29
Article 15.	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	29
Article 16.	DISPOSITIONS DIVERSES	29
16.1	Forme des notifications et des informations	29
16.2	Langue	30
16.3	Assurance	30
16.4	Résiliation	30
16.5	Attestations administratives	31
16.6	Obligations administratives	31

16.7	Règlement amiable des différends	32
16.8	Litiges et contentieux	33
Article 17.	DEROGATIONS AU CCAG	33

Article 1. PREAMBULE - CONTEXTE

Le présent marché est soumis aux dispositions du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique et à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique.

Article 2. POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur du présent marché est le Secrétariat général du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MEF).

Article 3. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet l'hébergement de contenus audiovisuels sur Internet et la réalisation de prestations complémentaires, au profit du Secrétariat général des MEF.

Le marché porte sur des prestations de services.

Article 4. PERIMETRE DU MARCHÉ

Le présent marché est établi pour les besoins et au bénéfice du Secrétariat général du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Article 5. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Article 6. FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire. Il ne donnera pas lieu à la passation de marchés subséquents.

Le marché comporte 2 volets :

- Volet 1 : Hébergement et diffusion de contenus audiovisuels
- Volet 2 : Prestations complémentaires

Le marché est composé uniquement de prestations à bons de commande.

En cas de commande l'UO INIT (volet 2), elle ne sera pas concomitante au démarrage de la prestation du volet 1 « Hébergement et diffusion ».

Le prix de l'UO d'initialisation comprend les journées de l'UO hébergement et diffusion du volet 1 à compter du transfert des vidéos et des éléments d'architecture entre le titulaire sortant et entrant. Ce n'est qu'à l'émission d'un bon de commande et d'un ordre de service à l'issue de la période d'initialisation que le trimestre de la prestation d'hébergement commencera.

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 300 000 € HT. Ce montant maximum vaut pour la durée totale du marché, reconductions comprises.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement, auquel cas les bons de commande déjà émis demeurent exécutoires pendant six (6) mois.

Le montant des prestations figure à l'annexe financière à l'acte d'engagement (ATTRI1) souscrit par le titulaire.

Article 7. DUREE DU MARCHÉ

7.1 Cadre général

Le marché est conclu pour une durée de vingt-quatre mois (24), hors reconductions éventuelles.

La durée du marché court à compter du 28 janvier 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

7.2 Reconduction du marché

Le marché est reconductible de manière tacite deux (2) fois par période annuelle, à sa date anniversaire de prise d'effet, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à la période initiale du marché et aux périodes de reconduction.

La décision de non reconduction fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, notifiée au titulaire au minimum un (1) mois avant la date anniversaire de la prise d'effet du marché.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Article 8. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées dans les conditions énoncées au CCTP et réalisées à distance dans les locaux du titulaire.

Le titulaire doit s'assurer de la mise en œuvre de la confidentialité des informations et des données qui lui seront transmises.

Article 9. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, les documents contractuels régissant le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière.

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - "Engagement de reconnaissance de responsabilité du titulaire".
 - "RGPD".
 - "Contact du délégué à la protection des données (DPD)".
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe relative aux clauses de sécurité des systèmes d'information.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC).
- Le cahier de cybersécurité approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/201889/18/ECOP1828228A/jo/texte>
- L'offre technique du titulaire remise à l'appui de son offre pour le marché et ses deux annexes : PAS (plan assurance sécurité informatique) et PAQ (plan assurance qualité).
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre deux documents constitutifs du marché, le document le plus élevé dans l'ordre de priorité prévaut.

Seuls les documents conservés par la personne publique font foi.

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à sa signature.

Documents de notification du marché :

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-TIC, seuls sont notifiés au titulaire du marché les documents suivants : l'annexe d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière.

Article 10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de la personne publique

L'interlocuteur désigné par la personne publique est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

L'administration notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique, de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire fera parvenir la liste comportant les noms, prénoms et fonctions de tous les personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre du présent marché. Toute modification à cette liste devra être portée au préalable à la connaissance du représentant de la personne publique.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les compétences et les profils respectent ceux mentionnés dans son offre.

10.2.2 Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes désignées dans le marché pour en assurer la conduite. Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire désigne les remplaçants et en communique les noms et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours à compter de l'envoi de la lettre au pouvoir adjudicateur. Ces remplacements sont subordonnés à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre vaut acceptation du remplacement.

La personne publique pourra à tout moment demander le remplacement d'un ou des représentants du titulaire, pour des motifs professionnels.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.2.3 Émission et exécution des bons de commande

Les prestations d'hébergement et diffusion (UO-H-FOR et UO-D-FOR) du volet 1 sont déclenchées par bons de commande et ordre de service émis par la personne publique en fonction des besoins, sur la base des prix fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement du marché.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande et de l'ordre de service est la date fixée dans ceux-ci.

En cas de changement de quantité nécessaire en cours de trimestre des UO-H-FOR et UO-D-FOR, l'Administration émettra un nouvel ordre de service indiquant la date d'effet de la nouvelle quantité commandée. L'effet du changement de quantité interviendra en début de mois suivant.

Les prestations du marché du volet 1 hors prestations d'hébergement et diffusion et du volet 2 sont déclenchées par bons de commande émis par la personne publique en fonction des besoins, sur la base des prix fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement du marché.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans celui-ci.

Chaque bon de commande précise notamment :

- L'intitulé de l'entité qui passe commande.
- La référence du marché (numéro d'engagement juridique).
- Les coordonnées du service qui passe la commande.
- Le numéro et la date du bon de commande.
- La désignation des fournitures et/ou prestations.
- La quantité commandée.
- Les montants HT, TTC et taux de TVA appliqué.
- Les lieux et délais de réalisation des prestations.
- L'adresse du service destinataire de la facture.
- Le code service exécutant.
- Les modalités particulières de réception et d'exécution de la commande, le cas échéant.
- L'adresse de facturation et toute information nécessaire à la transmission des factures et non précisée dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues du CCAG-TIC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **6 mois** suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2.4 Pilotage

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre les représentants de la personne publique et le titulaire.

Les exigences en matière de pilotage sont précisées au CCTP.

Le prix de ces instances est inclus dans les prix du marché des UO d'hébergement du volet 1.volet 1.

10.2.5 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

10.3 Obligations et responsabilité du titulaire

10.3.1 Obligation de résultats

Le titulaire est astreint à une obligation de résultat selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné.

Le fait pour la personne publique de vérifier ou d'exiger que les agents du titulaire aient un maximum de qualifications techniques et une bonne connaissance du domaine d'intervention ou soient présents dans ses locaux ne constitue en aucun cas une obligation de résultat.

En conséquence, le titulaire s'oblige à prendre toutes les assurances afin de remettre à la personne publique, dans les conditions fixées par le présent marché, les prestations demandées en respectant les normes et standards de l'administration et les spécifications particulières fixées par le cahier des clauses techniques particulières.

10.3.2 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux logiciels et prestations fournies à la personne publique.

Cette obligation est formelle et fondée sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.3.3 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

De plus, le titulaire fournit une fiche de renseignement, pour chaque nouvel intervenant, qui doit contenir sa formation, son expérience professionnelle et ses domaines d'intervention. Cette fiche renseigne le pouvoir adjudicateur sur les qualités et les niveaux de compétence des collaborateurs proposés.

Enfin, le nouveau collaborateur doit intervenir, de préférence, en tuilage avec un de ses collègues pendant une période suffisante à sa bonne intégration.

10.3.4 Sensibilisation du personnel du titulaire

Le titulaire sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et aux règles de l'acheteur.

Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les dispositions concernant la sécurité du présent marché.

10.3.5 Obligation de confidentialité – Clause générale

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La personne publique pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

10.3.6 Clause de confidentialité – Gestion des documents, livrables et autres dans le cadre de l'exécution du marché

Les supports informatiques et documents fournis par l'administration au titulaire du marché restent la propriété de l'administration.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable de l'administration est nécessaire.
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat.
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat.

- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat.
- Et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

À ce titre, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable de l'administration.

En cas de sous-traitance, le titulaire s'assure du respect par le sous-traitant de l'ensemble des obligations précitées.

L'administration se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire du marché.

L'administration peut prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.3.7 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

10.3.8 État de l'art

Le titulaire garantit à la personne publique qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. À la première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration). Le titulaire s'aligne sur les standards et référentiels qui concernent les services qu'il propose. À ce titre, l'absence de référence à une exigence de sécurité relevant de l'état de l'art ne fait pas obstacle à son opposabilité. À la première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Le CCTP décrit les exigences que le titulaire doit respecter pour chaque service ou produit.

10.3.9 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché, à condition d'avoir obtenu de l'administration l'acceptation de chaque sous-traitance et l'agrément de ses conditions de paiement suivant les modalités décrites aux articles R2193-1 du code de la commande publique.

Le cas échéant, le titulaire est responsable de l'accomplissement des obligations de publicité et mise en concurrence lui incombant au regard de l'objet et de la valeur estimée des prestations en cause.

10.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

10.5 Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

S'il a proposé de réaliser des heures dans l'annexe 2, le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire (L.122-2 code de l'éducation) et/ou soumis à l'obligation de formation pour les jeunes mineurs (L.114-1 code de l'éducation) dans l'annexe 2 au RC.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire contractuel, à réaliser pendant la durée du marché, est à indiquer à l'annexe 2 « Fiche entreprise ».

Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation ou en risque de décrochage scolaire.

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement du jeune et le jeune (ou son représentant légal). Le suivi du jeune est assuré par la MLDS ou par un acteur de l'Éducation Nationale à savoir enseignant, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais.

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du bénéficiaire ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

Tout parcours fait l'objet d'une gratification mensuelle, versée au bénéficiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par les MEF et la MLDS, qui s'assurent de la réalisation de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, intégration des fonctions support, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou des MEF, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. À cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise aux MEF par le titulaire.

Le titulaire transmet également aux MEF la convention de stage tripartite signée.

À l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de remobilisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande des MEF ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution aux MEF :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant,
- la convention de stage tripartite,
- le bilan croisé (accompagné le cas échéant de l'attestation de présence du jeune bénéficiaire).

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande aux MEF.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. Ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer les MEF et la MLDS. Dans ce cas, les MEF et la MLDS étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

10.6 Clauses environnementales

Les livrables du présent marché devront être proposés, en priorité, sous format dématérialisé.

Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, avec le grammage le plus fin possible, et des encres végétales, et/ou engendrant la réduction des substances toxiques.

D'une manière générale, le titulaire privilégiera tout mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur. Le titulaire aura de préférence recours, pour ses déplacements lors des interventions sur site, à l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme CRIT'AIR 1 ou 2.

Le soumissionnaire met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés) dans le cadre des prestations similaires à celles qui seront réalisées dans le marché.

Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilansges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

Plan de progrès

La société sera amenée à proposer un plan d'amélioration de la qualité de service pour réduire l'empreinte écologique des prestations objets du présent marché (hébergement, diffusion et ré-encodage des vidéos).

10.7 Modifications contractuelles en cours d'exécution et ajout de prestations similaires ou non analogues

Modifications internes au titulaire (sans impact sur le SIREN de l'entreprise) :

Le présent marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence par le pouvoir adjudicateur au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- Changement de la dénomination sociale du titulaire : en cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement et tout justificatif le cas échéant. Cette attestation sera annexée à tout document (demande de paiement, etc....) qui ferait apparaître ce changement de dénomination.
- Changement des coordonnées bancaires du titulaire : en cas de changement de coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du présent marché, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce dernier annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.
- Changement d'adresse : en cas de changement de localisation géographique, d'adresse du titulaire et de changement du numéro SIRET intervenant en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant.

Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché :

Le présent marché pourra être modifié, pour prendre en compte une restructuration impactant le titulaire. Le cas échéant, avant tout transfert du présent marché à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, réorganisations d'activités, apports partiels d'actifs, cessions de branches d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le titulaire doit en informer l'administration par écrit.

L'administration vérifie alors que le futur titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant, s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. En vue de cette vérification, le titulaire produit notamment l'ensemble des documents listés aux articles R. 2143-6 du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail.

À la suite de ces vérifications, un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire est signé entre les parties. Le nouveau titulaire s'engage à fournir, dans les quinze (15) jours suivant la signature de l'avenant, les polices d'assurance prévues à l'article 16.3 du CCAP.

Si le cessionnaire ne présente pas les capacités requises pour l'exécution du marché, l'administration prononce la résiliation de celui-ci, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation, par dérogation à l'article 51 des CCAG/TIC.

Clause de réexamen (article R2194-1 du Code de la commande publique) :

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature et/ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités d'aménagement des conditions d'exécution des prestations et le cas échéant, de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par le présent CCAP ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

En tout état de cause, en cas de disparition des circonstances ayant justifié la signature de l'avenant, les stipulations antérieures redeviennent applicables.

Ajout de prestations non analogues aux prestations existantes :

Lorsque la réglementation, la sécurité ou l'évolution de l'état de l'art nécessite l'ajout d'une prestation non-analogue aux prestations existantes, mais en rapport avec l'objet du marché, la personne publique peut demander au titulaire de réaliser ces prestations. Ces prestations seront réalisées par le titulaire dans la mesure où elles rentrent dans son champ de compétences et surtout si le fait de les confier à un tiers aurait des conséquences sur l'obligation de résultat du titulaire dans la bonne exécution des prestations comme prévu au CCTP et dans l'offre du titulaire. En tout état de cause, ces modifications ne peuvent pas avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du marché ni en changer l'objet.

Cet ajout est réalisé à la suite de la passation d'un avenant.

Recours aux marchés sans mise en concurrence ni publicité préalable pour prestations similaires :

En application de l'article R2122-7, la réalisation de prestations similaires à celles du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés qui seront passés ultimement à la notification du présent marché. La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

10.8 Constatation de l'exécution des prestations

10.8.1 Opérations de vérifications

La réception des prestations suivantes de la partie "Prestation pour la mise en place de nouveau process" du volet 2 "Prestations complémentaires" donnent lieu à une vérification d'aptitude au bon fonctionnement et à une vérification de service régulier (VABF – VSR), conformément à l'article 32 du CCAG-TIC sont les 3 suivantes :

UO-EXPL-MEP-S	Exploitation : Mise en place – Simple
UO-EXPL-MEP-M	Exploitation : Mise en place- Moyen
UO-EXPL-MEP-C	Exploitation : Mise en place- Complexe

Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) :

La vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) a pour but de constater que l'évolution mise en place et la documentation sont aptes à remplir les fonctions telles que définies préalablement par l'administration.

Cette vérification d'aptitude au bon fonctionnement sera réalisée par la personne publique dans un délai d'un mois à compter de la livraison des prestations, par dérogation à l'article 32.3 du CCAG-TIC.

Vérification de service régulier (VSR) :

La vérification de service régulier (VSR) a pour but de vérifier que l'évolution mise en place permet d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions telles que définies préalablement par l'administration.

La régularité du service s'observe pendant deux mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'administration, par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC.

À l'issue de la période de VSR, et sauf persistance de défauts ou non-conformités signalées et non corrigées ou dont la correction ne serait pas planifiée, l'admission définitive sera prononcée par procès-verbal de la personne publique.

Dans tous les cas, toute observation ou réserve mentionnée à la prononciation de service régulier sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par la personne publique.

La réception des prestations ne donnant pas lieu à VABF et VSR :

Par dérogation aux articles 32.2 à 32.4 du CCAG TIC, la réception des prestations suivantes est effectuée trimestriellement et donne lieu à une constatation de service fait par procès-verbal signé par la personne publique :

Unité d'œuvre	Libellé
UO-H-FOR-5T	Hébergement - 5 To mensuels stockés
UO-H-FOR-8T	Hébergement - 8 To mensuels stockés
UO-H-FOR-10T	Hébergement - 10 To mensuels stockés
UO-H-FOR-13T	Hébergement - 13 To mensuels stockés
UO-H-FOR-15T	Hébergement - 15 To mensuels stockés
UO-H-FOR-18T	Hébergement - 18 To mensuels stockés
UO-H-FOR-20T	Hébergement - 20 To mensuels stockés
UO-D-FOR-30T	Diffusion - 30 To transférés
UO-D-FOR-35T	Diffusion - 35 To transférés
UO-D-FOR-40T	Diffusion - 40 To transférés
UO-D-FOR-45T	Diffusion - 45 To transférés
UO-D-FOR-50T	Diffusion - 50 To transférés
UO-RE-FOR	Forfait annuel Ré-encodage multiformat -à titre indicatif- 200 fichiers)
UO-MS-FOR	Maintenance et suivi de consommation pour une année
UO-S-H-P	Surplus hébergement exceptionnel de 2 TO au-delà de 20 To mensuels stockés

Par dérogation aux articles 32.2 à 32.4 du CCAG TIC, la réception des autres UO est prononcée par procès-verbal de la personne publique valant attestation de service fait.

Dans tous les cas, toute observation ou réserve mentionnée au procès-verbal ou toute absence de constatation de service fait sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par la personne publique.

10.8.2 Livrables

L'ensemble des livrables exigés dans le cadre du présent marché donnent lieu à validation par la personne publique.

10.8.3 Décision après vérification

Réception

Conformément à l'article 34.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché, selon les modalités décrites à l'article 10.8.2 du présent CCAP.

Ajournement

Lorsque des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la réception des prestations conformément aux modalités de l'article 34.2 du CCAG-TIC.

Réfaction

Conformément à l'article 34.3 du CCAG-TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observation dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Rejet

Conformément à l'article 34.4 du CCAG-TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

10.9 Modalités de règlement

Le paiement des prestations du marché intervient dans les conditions fixées ci-dessous :

10.9.1 Prestations faisant l'objet d'un paiement trimestriel

Les prestations du volet 1 pour les UO d'hébergement et de diffusion ainsi que l'UO ci-dessous de surplus UO-S-H-P font l'objet d'un règlement trimestriel, à terme échu, après constatation de service fait et de la bonne exécution des prestations prononcées par procès-verbal de service fait trimestriel établi par la personne publique.

Dans le cas d'une période inférieure au trimestre, la tarification du montant de l'UO est calculée au prorata temporis.

Pour les UO d'hébergement et de diffusion, la facturation doit suivre les ordres de service émis c'est-à-dire un OS émis en mois N, entérine le changement de facturation en mois N+1.

UO-H-FOR-5T	Hébergement - 5 To mensuels stockés
UO-H-FOR-8T	Hébergement - 8 To mensuels stockés
UO-H-FOR-10T	Hébergement - 10 To mensuels stockés
UO-H-FOR-13T	Hébergement - 13 To mensuels stockés
UO-H-FOR-15T	Hébergement - 15 To mensuels stockés
UO-H-FOR-18T	Hébergement - 18 To mensuels stockés
UO-H-FOR-20T	Hébergement - 20 To mensuels stockés
UO-D-FOR-30T	Diffusion - 30 To transférés
UO-D-FOR-35T	Diffusion - 35 To transférés
UO-D-FOR-40T	Diffusion - 40 To transférés
UO-D-FOR-45T	Diffusion - 45 To transférés
UO-D-FOR-50T	Diffusion - 50 To transférés
UO-RE-FOR	Forfait annuel Ré-encodage multiformat - à titre indicatif 200 fichiers
UO-MS-FOR	Maintenance et suivi de consommation pour une année
UO-S-H-P	Surplus hébergement exceptionnel de 2 TO au-delà de 20 To mensuels stockés

Toute observation ou réserve mentionnée au procès-verbal ou toute absence de constatation de service fait sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par la personne publique.

10.9.2 Autres prestations

- Prestations du volet 1 hors celles-ci-dessus et du volet 2 ne donnant pas lieu à VABF et VSR

Le règlement intervient au prononcé de la réception des prestations par procès-verbal de service fait de la personne publique.

Toute observation ou réserve mentionnée au procès-verbal ou toute absence de constatation de service fait sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par la personne publique.

Les livrables documentaires exigés dans le cadre du présent marché donnent lieu à validation valant réception par la personne publique.

➤ Prestations donnant lieu à VABF et VSR

Le paiement de ces prestations qui donnent lieu à VABF et VSR est réalisé à la prononciation positive de service régulier.

10.10 Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie conformément à l'article 36 du CCAG-TIC.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du Code civil.

10.11 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Elles peuvent être appliquées en déduction des factures ou faire l'objet de titre de perception.

Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

10.11.1 Pénalités de retard

- **Pénalités pour les prestations du volet 2**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, si du seul fait du titulaire, le délai contractuel d'exécution de la prestation considérée est dépassé, le titulaire encourt par jour ouvré de retard supplémentaire et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, des pénalités de retard (P) calculées selon la formule suivante :

$P = (V \times R) / 300$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT.

R = nombre de jours ouvrés de retard.

V = montant de la prestation.

Le délai de calcul des pénalités court à compter du 1^{er} jour ouvré de retard.

10.11.2 Pénalités pour indisponibilité

Les prestations du volet 1 "Hébergement et diffusion de contenus audiovisuels" font l'objet de pénalités d'indisponibilité.

Le service est considéré comme indisponible à partir du moment où sans faute de la personne publique et en dehors des travaux d'entretien préventifs, son usage est rendu impossible.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, l'indisponibilité commence lorsqu'une demande d'intervention est sollicitée par l'administration, sous forme de ticket d'anomalie dans l'outil de gestion des incidents de l'administration "Mantis", par appel téléphonique ou par envoi d'un courriel, conformément au chapitre 6 du CCTP. Elle cesse au moment où, après intervention des préposés du titulaire, l'anomalie est résolue et que l'équipement concerné est rétabli dans les conditions qui étaient celles de son fonctionnement préalablement à l'indisponibilité constatée.

Le chapitre 5 du CCTP précise que le taux de disponibilité des vidéos doit être égal ou supérieur à 99,9 %.

Les trois niveaux de gravité caractérisant une anomalie (anomalie bloquante, majeure ou mineure) sont décrits dans le chapitre 6 du CCTP.

Comme indiqué dans le chapitre 6 du CCTP, les délais de rétablissement sont exprimés en heures et en jours ouvrés (du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 8h00 à 18h00).

En cas d'anomalie bloquante, le montant des pénalités applicables au titulaire est égal à 1/30^{ème} du montant de l'UO trimestrielle de maintenance ci-dessous :

UO-MS-FOR	Maintenance et suivi de consommation pour une année
-----------	---

- par tranche de 10 minutes ouvrées d'indisponibilité supplémentaire au-delà du délai de correction d'une (1) heure ouvrée indiqué au CCTP
- par tranche de 5 minutes ouvrées d'indisponibilité supplémentaire au-delà du délai de solution de contournement de 5 minutes ouvrées, fixés au chapitre 6 du CCTP, et ce à compter du signalement de l'anomalie au titulaire.

En cas d'anomalie majeure, le montant des pénalités applicables au titulaire est égal à 1/60^{ème} du montant de l'UO trimestrielle de maintenance susnommée :

- par heure ouvrée d'indisponibilité au-delà du délai de correction trois (3) heures ouvrées indiqué au CCTP
- par tranche de 15 minutes ouvrées d'indisponibilité au-delà du délai de solution de contournement de 30 minutes, fixés au chapitre 6 du CCTP, et ce à compter du signalement de l'anomalie au titulaire.

En cas d'anomalie mineure, le montant des pénalités applicables au titulaire est égal à 1/90^{ème} du montant de l'UO trimestrielle de la maintenance susnommée :

- par jour ouvré de non résolution au-delà du délai de correction de vingt-et-un jours ouvrés indiqué au CCTP
- par tranche de 5 heures ouvrées d'indisponibilité au-delà du délai de solution de contournement de trois (3) jours ouvrés, fixés au chapitre 6 du CCTP, et ce à compter du signalement de l'anomalie au titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Elles peuvent être appliquées en déduction des factures ou faire l'objet de titre de perception.

Pénalités pour retard dans le ré-encodage

Le retard dans le ré-encodage des vidéos au-delà du délai annoncé dans le CCTP (2 fois le temps total de la durée de la vidéo) sera pénalisé à **hauteur de 50 euros HT par jour ouvré de retard à compter des 12 heures glissantes où le ré-encodage aurait dû être effectif.**

10.11.3 Pénalités pour non-respect des obligations d'astreintes

L'absence d'astreinte est sanctionnée par une pénalité égale à **150 € HT par heure d'absence.**

Le délai de calcul des pénalités court à compter de la 1^{ère} demi-heure d'absence.

10.11.4 Pénalités pour retard dans la mise en place de l'interdiction de diffusion dans un pays communiqué

En cas de retard dans la mise en place de l'interdiction, le titulaire encourt une pénalité d'un montant **de 100 euros HT par heure de retard au-delà des 12 heures ouvrées prévues au CCTP.**

10.11.5 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 10.5 du CCAP les pénalités suivantes :

- 150 € HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale.

- Une pénalité en € HT égale au nombre d'heures de formation prévues dans le mémoire technique du titulaire en cas d'engagement sur des heures supplémentaires, et non réalisées, multiplié par 30.

10.11.6 Pénalités liées aux clauses environnementales

Sans objet.

10.11.7 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En complément de l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 0,5 % du montant exécuté HT du marché à la date de constatation du fait générateur.
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 2 % du montant exécuté HT du marché à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

10.11.8 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le plafond des pénalités encourues est fixé à 10 % du montant des prestations exécutées du marché à compter de sa notification.

10.11.9 Seuil d'exonération des pénalités

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Article 11. REVERSIBILITE

La réversibilité désigne l'opération de retour de responsabilité technique par lequel le pouvoir adjudicateur reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire de l'accord-cadre arrivant à terme.

La transférabilité désigne l'opération de transfert de responsabilité technique par lequel le pouvoir adjudicateur fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché arrivant à terme.

Dès le déclenchement du bon de commande afférant, le titulaire s'engage dans les conditions ci-après à assurer la réversibilité ou la transférabilité des prestations afin de permettre à la personne publique de reprendre ou de faire reprendre à un tiers désigné par elle la fourniture des prestations et ce dans les meilleures conditions et sans discontinuité.

Les principes ci-dessous s'appliquent indifféremment selon que la mise en œuvre des opérations de réversibilité ou de transférabilité résulte de l'expiration ou de la résiliation du marché pour quelque cause que ce soit.

Dans le cadre du processus de réversibilité ou de transférabilité, le titulaire s'engage à fournir à la personne publique ou tout prestataire tiers désigné par elle, toute l'assistance et les informations nécessaires dans le cadre d'une période dite de restitution de la connaissance et de la responsabilité opérationnelle.

À l'issue de cette période, les fichiers et les documents opérationnels restés propriété de la personne publique sont restitués. Tous les éléments restituables avant la fin de cette période devront l'être dès que possible.

Au cours de la période de réversibilité ou de transférabilité, le titulaire assure les activités qui lui sont attribuées dans le cadre de la transition avec les équipes qui reprendront les prestations et formera de façon opérationnelle lesdites équipes aux spécificités techniques.

Pendant la phase de réversibilité ou de transférabilité, les prestations devront continuer d'être assurées selon les conditions et modalités qui sont définies dans le présent accord-cadre. Le titulaire ne pourra en aucun cas modifier ou réduire ses prestations ou ses obligations.

Le titulaire s'engage à collaborer loyalement avec la personne publique ou toute autre entité qui assurera la reprise des prestations.

Article 12. REGIME FINANCIER

12.1 Forme et contenu des prix

Le prix des prestations figure à l'annexe financière de l'acte d'engagement souscrit par le titulaire. Ils sont exprimés nets, en euros hors taxe.

Les prestations du volet 1 « Hébergement et diffusion – Prestations annuelles » sont à prix annuels.

L'UO ci-dessous est à prix mensuel :

UO-S-H-P	Surplus hébergement exceptionnel de 2 TO au-dessus du forfait mensuel de 20 To
----------	--

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché.
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations.
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès aux différents lieux indiqués au CCTP.
- Le suivi commercial.
- La comitologie et le pilotage des prestations.
- Les déplacements des intervenants du titulaire.

À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Pour chacune des prestations à réaliser, les interventions des préposés du titulaire dans les locaux de la personne publique n'ouvriront droit, pour le titulaire, à aucune indemnité à quelque titre que ce soit, y compris et notamment en ce qui concerne les frais occasionnés par le transport et le séjour de ses personnels. La proposition financière tient compte de cette possibilité et les prix mentionnés incluent tous les frais de déplacement et de séjour susceptibles d'être supportés par le titulaire.

12.2 Variation des prix

Concernant l'annexe financière :

Les prix de l'annexe financière sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Ils sont exprimés nets en euros HT et figurent sur l'annexe financière à l'acte d'engagement souscrit par le titulaire.

Les prix sont révisibles

La révision est effectuée chaque année à la date anniversaire de la notification du marché.

Cette révision est effectuée sur la base du dernier indice publié par la Fédération Syntec au moyen de la formule suivante :

$$P = P0 * (I1 / I0)$$

Dans laquelle :

- P = le prix révisé
- P0 = le prix fixé dans l'offre initiale du titulaire
- I0 = valeur du dernier indice Syntec connu au mois d'établissement des prix (mois de la remise de l'offre), communiqué par l'administration lors de la notification au titulaire.
- I1= valeur du dernier indice Syntec connu, le mois précédant la date anniversaire de notification de du marché.

Le titulaire adresse par courriel à l'administration, qui en accusera réception, avec un préavis de trente jours calendaires avant leur entrée en vigueur, soit la date anniversaire de notification du marché, l'annexe financière révisée et les indices utilisés.

Du simple fait de cette communication, l'annexe financière est considérée comme certifiée conforme par le titulaire.

La révision des prix n'affecte pas les factures qui, en vertu du marché, résultent d'une commande effectuée avant la date anniversaire de notification. Les bons de commandes émis sont fermes et ne sont pas révisables au cours de leur exécution.

La révision des prix sera acceptée de manière expresse par l'administration dans les deux mois à compter de l'accusé de réception par l'administration de la demande de révision émise du titulaire. Cet accord emporte acceptation de ces nouveaux prix qui s'appliquent sans nécessité d'avenant.

Le prix appliqué sera le prix connu et accepté à la commande.

Cette révision constitue, une fois pour toutes, pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau prix.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

12.3 Modalités financières

12.3.1 Délais de paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la commande publique dans les conditions prévues aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder TRENTE (30) jours.

En application de l'article R.2192-12 et sous réserve des dispositions prévues aux articles R.2192-13, R.2192-17 et R.2192-18 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de versement d'une avance, en application de l'article R.2192-24 Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement de l'avance est la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'administration. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de DEUX (2) jours qui est retenue.

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché, le délai de paiement peut être interrompu dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du Code de la commande publique. À compter de la réception de la totalité des pièces, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à 30 jours.

Lorsque le marché prévoit une procédure de vérification de la conformité des prestations, il est prévu que le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires :

À défaut de paiement de la facture dans les TRENTE (30) jours, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont dus aux conditions prévues aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires mentionné aux articles R.2192-31 et L.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire fixé par l'article D.2192-35 du Code de la commande publique pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

12.3.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par la personne publique.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

a) Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code Général des Impôts et au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- l'intitulé de son numéro de compte bancaire ou postal,
- la référence du marché en vertu duquel elles sont émises,
- la désignation des fournitures et/ou prestations commandées,
- les modalités particulières d'exécution, le cas échéant,
- la quantité commandée,
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant des taxes,
- la date d'établissement,
- les délais d'exécution,
- les lieux d'exécution,
- l'adresse de facturation,
- le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044 (saisie directe de la facture dans CHORUS Pro),
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- la référence de l'engagement juridique, numéro à 10 chiffres porté sur le bon de commande ou les documents contractuels,
- le code du service exécutant, soit FAC9470075, indiqué dans le corps de l'adresse de facturation.

b) Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

c) Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

d) Transmission des factures

Les factures sont adressées de façon dématérialisée, et ce, gratuitement, en utilisant le portail sécurisé Chorus pro, soit en les déposant au format pdf, soit en les y saisissant directement. Les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont accessibles sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Toute demande de renseignements est adressée au service facturier :

- Directement via le portail Chorus pro.
- Par téléphone : 01-53-18-81-51 de 14h00 à 16h30.
- Par courriel : dc947.depense@finances.gouv.fr

L'ordonnateur chargé d'émettre les demandes de paiement est :
Madame la Secrétaire générale
139 rue de Bercy Paris Cedex 12.

Le comptable assignataire des paiements est :
Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel
120, Rue de Bercy
75572 PARIS CEDEX 12

Article 13. CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

13.1 Garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

13.2 Avances

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-TIC, sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement du marché, une avance lui est accordée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-15 du code de la commande publique.

Ce montant est égal pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisée par la durée prévue par l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Les taux précités sont portés à 30 % conformément à l'article 1-3° du décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R2151-13 (entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan n'excède pas 43 millions d'euros).

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique. Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

13.3 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, sur la base des prestations effectuées.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

13.4 Cession et nantissement

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Article 14. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1 Régime des droits de propriété intellectuelle

Il est fait application des dispositions du CCAG-TIC dans ses articles 43 à 46 relatifs à l'utilisation des résultats.

14.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

Conformément à l'article 44.2 du CCAG-TIC, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Les droits afférents aux connaissances antérieures (hors standard) sont concédés dans les conditions de l'article 45.1 du CCAG-TIC qui précise que lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

Article 15. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Cf annexe 2 du CCAP « RGPD ».

En complément de l'annexe précitée, et en tout état de cause, en cas de nouveau traitement occasionné par l'exécution des prestations du marché ou dans l'hypothèse de l'évolution des traitements de données à caractère personnel initialement prévus, la signature du présent marché ne fait pas obstacle à la conclusion et signature d'un nouveau véhicule contractuel conforme à l'article 28 ou 26 du RGPD, sans qu'il soit nécessaire de modifier par avenant le présent marché.

Article 16. DISPOSITIONS DIVERSES

16.1 Forme des notifications et des informations

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-TIC, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

16.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à la personne publique doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. Une exception, avec approbation par la personne publique, serait pour les documents techniques des produits, rédigés en langue anglaise.

16.3 Assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à la personne publique en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

16.4 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché conformément aux articles aux articles R.2191-30 et R.2191-31 et des articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG-TIC.

1- Le marché peut être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2142-1 et suivants et R2142-1 à 27 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Après mise en demeure restée infructueuse à l'échéance d'un délai de 15 jours, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à l'indemnité et, le cas échéant, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5.

Les frais engendrés par une nouvelle mise en concurrence viendront en déduction des sommes dues au titre des prestations réalisées.

2- Le marché peut être résilié pour faute du titulaire conformément à l'article 50 du CCAG-TIC, notamment en cas de non-respect de ses obligations légales ou réglementaires relatives au travail ainsi que ses obligations relatives à la confidentialité, la protection des données à caractère personnel et à la sécurité conformément à l'article 5 du CCAG-TIC.

Après mise en demeure restée infructueuse à l'échéance d'un délai de 15 jours, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à l'indemnité et, le cas échéant, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques.

Les frais engendrés par une nouvelle mise en concurrence viendront en déduction des sommes dues au titre des prestations réalisées.

3- La personne publique peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre un terme à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, la décision de résiliation donne lieu à l'indemnisation du titulaire à hauteur de 5 % du montant des prestations déjà admises hors TVA du marché, déduction faite de la somme des frais, avances, règlements en attente ou déjà effectués.

Toutefois, et par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, la résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation lorsqu'elle est consécutive d'un refus de l'administration de remplacement du titulaire, lorsque le nouveau cocontractant présenté ne remplit pas les conditions de capacité technique et financière requises pour l'exécution du marché.

4- En cas de dépassement d'un plafond global de pénalités égal à 10 % du montant des prestations réalisées, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute du titulaire le présent marché aux conditions fixées par le CCAG-TIC.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

5- En complément de l'article 50 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des règles de sécurité, l'acheteur peut résilier pour faute le marché sans mise en demeure.

La résiliation du marché est, sauf mention contraire dans la décision, sans incidence sur l'exécution de bons de commande en cours.

16.5 Attestations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

16.6 Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'administration les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'administration ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

16.7 Règlement amiable des différends

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

La boîte mél fonctionnelle identifiée pour traiter ce type de demande est la suivante : secteur-marches-bgs@finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

16.8 Litiges et contentieux

Le présent marché est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché et au tribunal de grande instance de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

Article 17. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG-TIC auquel il est fait dérogation	Commentaire - Objet de la dérogation
9	4.1	Documents contractuels
9	4.2.1 et 4.2.2	Documents de notification du marché
10.1.2	3.4.1	Désignation de l'interlocuteur par le titulaire au stade de l'offre
10.7	51	Clause de réexamen – Capacités requises/indemnisation
10.8.1	32.2 à 32.4	Opération de vérification (VA – VSR)
10.11	14.1.1	Pénalités – Mise en demeure
10.11.1	14.1.1	Pénalités de retard
10.11.2	14	Pénalités
10.11.8	14.1.2	Plafonnement des pénalités
13.2	11	Avances
16.4	51	Résiliation - Indemnisation